

ACTUALITÉ IMF

p2

Diplôme d'Etat d'Educateur
Spécialisé :
Les conditions d'accès à la VAE dans
le cadre du dispositif de la branche
Brèves

EN QUESTION

Au cœur des métiers du travail
social : "co-construction"
et échanges interculturels

p3-4

L'éducation interculturelle :
pour avancer vers une nouvelle
citoyenneté
Un entretien avec Claude Lasnel,
formateur, fondateur de la mission
interministérielle pour le développement
des échanges méditerranéens

p5-6

Quelle réponse apporter quand
l'identité est en friche ?
Un entretien avec Isam Ifghallal,
directeur du centre social du quartier
Monclar à Avignon de 1990 à 1998

L'U.C.M., Univers-Cité
de la Méditerranée

p7

L'association Nuits Métis
Onze ans de créations, rencontres
artistiques et humaines entre l'Europe,
l'Afrique et la Méditerranée, un festival
annuel en point d'orgue

INITIATIVES PARTENAIRES

p8

ASF, Animateurs sociaux urbains
Sans Frontières :
Solidarité internationale, coopération
européenne
Une voie pour l'insertion des jeunes
en milieu populaire

repères actualités

Une sélection mensuelle réalisée par le centre res-
sources multimédia de l'IMF: **En Bref**.

L'actualité des organismes du secteur des sites internet
repérés, des notes de lecture, des manifestations et
séminaires organisés dans les Bouches-du-Rhône et le
Vaucluse en région PACA, au plan national.

Faire ensemble

Le législateur ne cesse de produire du texte de loi, d'organiser
règlements et dispositifs pour tenter de répondre aux misères
du monde. Mais l'intention du texte n'y suffit plus : les inégalités
s'exacerbent et les discriminations envahissent notre quotidien.

A l'appui de ces constats, depuis quelques années les nouveaux textes
en appellent à l'intervention des acteurs concernés et à la "lutte" contre
ce qui se répand comme une pandémie : les exclusions, les échecs,
les discriminations, le chômage, le racisme, les inégalités... mais aussi
le cancer, le sida et bien d'autres fléaux et atteintes de toute nature.

Cette perspective place au cœur de nos métiers la capacité
de "faire et construire avec" les gens concernés, sujets-vivants,
êtres humains pensant avec leurs désirs, leurs souhaits, leurs volontés,
leurs stratégies. Pour y réussir, il y a lieu de créer les conditions
d'échanges qui donnent de la dignité et donc de l'humanité
à la rencontre entre les travailleurs sociaux et les personnes
qui sont leurs interlocuteurs, pour un temps seulement.

Dans une société qui met à mal les repères sociaux et géographiques
des personnes comme des groupes sociaux, la possibilité pour
chacun de renouer avec son identité ou tout simplement d'œuvrer
à sa construction, nous paraît être un moteur essentiel à cette liberté
qui devrait être ouverte à tous.

Des voies existent pour y parvenir.

Parmi celles-ci, il en est qui peuvent se reconnaître dans les démarches
et les échanges interculturels.

Cet "art d'agir en commun", fait d'apprentissages mutuels
et de co-responsabilité dans la mise en œuvre des actions, empreint
d'opportunités provoquées et suivies dans la durée pour créer
d'autres perceptions, permet de (re)découvrir au plus près comme
au plus loin de son territoire ses propres enracinements.

Pour être mises en mouvement et pérennisées, des voies nécessitent
que l'ensemble des professionnels et intervenants concernés se placent
eux-mêmes en situation d'apprendre des autres autant que de
les accompagner, de privilégier l'action en commun et l'échange comme
méthode de travail, de créer des collaborations transversales entre
métiers et lieux différents qui demeurent bien trop souvent cloisonnés.

François LAPENA

repères actualités

→ 6, 7, 8 mai à Rabat, à AWASSIR un séminaire "Intervenant éducatif et social" a été organisé en partenariat entre Awassir, Ait Iktef, Al Ikram, l'Ikaa, Dama, l'IMF

→ Des cours d'initiation à la langue arabe sont proposés par l'IMF aux étudiants et professionnels d'avril à mai, une fois par semaine.

→ Le site CER (Centres Educatifs Renforcés), outil de coordination et de mutualisation présentant l'expérimentation, les partenaires, les contacts et un service de documentation en ligne est créé : www.imf.asso.fr/cer (cf. Lettre de l'IMF n°7).

→ LIMF participera au séminaire "Migrants non accompagnés en Europe" organisé à Barcelone les 12, 13 et 14 mai 2004 dans le cadre du programme européen Daphné - projet CON RED.

1 : modifiant l'arrêté du 6 juillet 1990, parution au JO n°78 du 1^{er} avril 2004

Validation des Acquis de l'expérience pour l'obtention du Diplôme d'Etat d'Educateur Spécialisé (DEES) : la mise en œuvre

La loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 introduisait le droit individuel à la validation des acquis de l'expérience (VAE).

Une étape décisive dans la concrétisation de la loi pour les professionnels du travail social vient d'être franchie avec la parution de l'arrêté du 12 mars 2004¹ déterminant les conditions d'obtention du diplôme d'Etat d'Educateur Spécialisé.

Dans le même temps, la CPNE (Commission Paritaire Nationale pour l'Emploi) de la branche sanitaire sociale et médico-sociale à but non lucratif a souhaité optimiser le dispositif de droit commun en mettant en place un programme de soutien professionnel spécifique aux salariés du secteur intéressés et aux employeurs. La mise en œuvre en est confiée à des pôles ressources régionaux constitués de centres de formation aux métiers du travail social. En région PACA, le pôle ressources labellisé est le fruit d'un partenariat entre l'IFTS, l'IESTS, l'IMF et l'IRTS Paca Corse.

Les conditions d'accès à la VAE dans le cadre du dispositif de la branche

La composition du jury, les conditions d'organisation des examens ainsi que les modalités d'organisation de la VAE pour l'obtention du diplôme d'Etat d'Educateur Spécialisé sont précisées dans l'arrêté du 12 mars 2004 modifiant l'arrêté du 6 juillet 1990, paru au Journal Officiel du 1^{er} avril 2004.

Les candidats doivent justifier de la recevabilité de leur demande de VAE auprès de l'autorité compétente et être en situation d'emploi dans un établissement ou service adhérent à PROMOFAP au titre du plan de formation. Ils doivent justifier d'une expérience en intervention éducative auprès de personnes en difficultés répondant à une demande sociale d'une durée de trois ou cinq ans, exercée à titre

salarié, non salarié ou bénévole :

- cinq ans pour les candidats titulaires d'une qualification ou diplôme de niveau V des filières éducatives, de soins, de l'aide à la personne ou d'animation.

- trois ans pour les candidats titulaires d'une qualification ou d'un diplôme de niveau IV ou supérieur des mêmes filières, ou d'un diplôme de niveau III ou supérieur de niveau III ou plus dans le champ socio-éducatif ou médico-social.

A l'issue de la démarche VAE, les candidats devront avoir la capacité à obtenir la validation de leur expérience pour au moins trois des quatre fonctions constitutives du diplôme et décrite par le référentiel professionnel.

Le pôle ressources de la région PACA

Le pôle ressources créé en région PACA développera les actions d'informations nécessaires à la compréhension du dispositif VAE pour l'obtention du DEES ainsi que les éléments du dispositif de soutien proposé par la branche. Son action sera déclinée en trois grandes missions :

- Un diagnostic d'orientation permettant d'évaluer les capacités des candidats à mener à bien le parcours de VAE sera accompagné d'un parcours individualisé de soutien à la démarche entreprise, associera approche méthodologique, formation et temps d'expérience.
- Un appui formatif et méthodologique permettant aux candidats de consolider ou acquérir les connaissances nécessaires à la maîtrise des compétences requises pour le référentiel, de rédiger et constituer leur dossier les préparant à l'entretien avec le jury.
- L'élaboration de parcours complémentaires post jury d'accès à la certification pour les candidats qui n'auraient pas obtenu la totalité du diplôme à l'issue de leur parcours VAE.

Création d'un site Internet dédié à la VAE dans le secteur social

L'information, tant technique que consacrée au contexte et aux usages associés à la VAE, son actualisation permanente, l'échange des expériences des candidats comme de l'ensemble des professionnels concernés sont au cœur du dispositif mis en œuvre. Le site Internet dédié à la VAE dans le secteur social constituera pour les candidats, les centres de formation et les employeurs un outil capitalisant toutes les informations nécessaires tout en mutualisant les savoirs de chacun. Le groupement des centres de formation qui coordonnera la création et le développement de ce site, garant de ses contenus, s'est fixé pour objectif de construire un espace opérationnel et vivant d'échanges, de veille méthodologique et technique, au contact permanent du réseau de ses utilisateurs et fournisseurs d'information qui contribueront ainsi à sa pertinence et à son utilité.

L'IMF-Avignon Vaucluse

Actualité de l'unité de formation

• Une formation au CAFERUIS (Certificat d'Aptitude aux Fonctions d'encadrement et de Responsables d'Unité d'Intervention Sociale) est créée en partenariat entre l'IMF et l'université d'Avignon, en transversalité avec la licence AES (Administration Economique et Sociale).

• L'IMF et l'université d'Avignon se sont rapprochés dans la perspective de mettre en œuvre une préparation aux concours d'entrée dans les instituts de formation préparant aux métiers du secteur sanitaire et social.

• Le 13 mai 2004, à Carpentras, une Journée culturelle est organisée sur le thème "République, inégalités et travail social" en partenariat avec les associations 7, 8, 9 vers les états généraux du social et AIME (Agir Ici et Maintenant pour l'Égalité).

Les intervenants : Michel Chauvière, Christiane Henry, Jacques Ladous, François Astolfi (Salle polyvalente, parking de la Porte Orange, accès gratuit)

L'éducation interculturelle : pour avancer vers une nouvelle citoyenneté

“L'intégration, s'inscrivant dans la durée, fait le pari à terme, d'un métissage profond comme résultat d'apprentissage mutuel”.

Claude Lasnel a choisi depuis de nombreuses années une voie qu'il suit inlassablement dans chacun de ses contacts quotidiens, ici comme là-bas, pour construire une “articulation entre l'héritage culturel européen et l'héritage culturel berbère, arabe et musulman”. C'est la voie de l'échange, de la rencontre, de la connaissance réciproque, celle qui lui paraît capable de “construire l'intégration dans la diversité”, sans pour autant accepter un “quelconque reniement ni renonciation traumatisante à la culture d'origine”.

Les projets d'échanges interculturels proposés aux étudiants, professionnels, ou relais institutionnels de l'action sociale ou de la culture des pays du pourtour méditerranéen prennent appui sur une dynamique de co-réalisation, d'interaction permanente, apte à favoriser “la reconstitution d'un lien social”.

Initialement mis en œuvre au sein du Groupement d'Intérêt Public “Mission pour le Développement des Echanges Méditerranéens” que Claude Lasnel anima jusqu'en 1985, ces échanges interculturels sont aujourd'hui développés dans le cadre de programmes d'action et partenariats construits notamment avec l'IMF. “L'imbrication indispensable entre ouverture au contexte international et projets intérieurs d'intégration des populations immigrées” y trouve un champ d'expression particulièrement riche.

Ainsi, par petites touches, sur chacune des rives de la Méditerranée, ce médiateur infatigable, instaure-t-il un “bricolage au sens où l'entendait Levi-Strauss, c'est à dire de la réutilisation de l'ancien, de ce qui est dans les mémoires”. L'enjeu est double : il s'agit non seulement de reconnaître et comprendre la culture de l'autre en dépassant les a priori portés par chacun, mais également de mettre en lumière et valoriser ses propres racines, oubliées.

Louisa, jeune étudiante d'origine algérienne, “élevée à Marseille et allant au lycée avec des français se reconnaît ainsi comme une addecente parmi tant d'autres, sans complexe et sans peur”, après un tel échange : “en traversant le Maghreb, je me sentais en accord avec les paysages et les gens, entièrement.

“L'aspect multiculturel de la France engendre des enjeux politiques complexes. La multiplicité évidente peut constituer un risque d'affrontement, mais c'est aussi une chance et un atout pour les échanges fructueux”.

Claude Lasnel



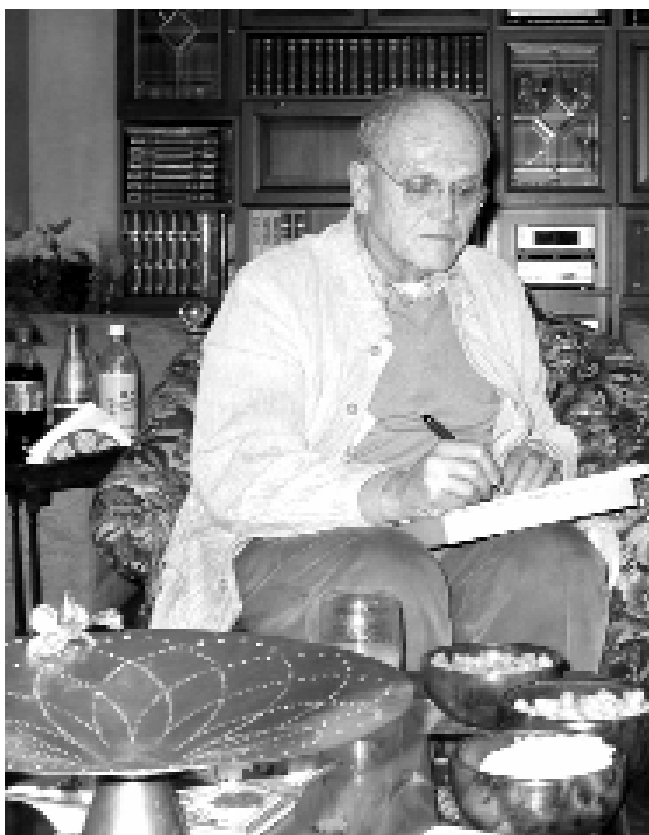
© Jean-Pierre

D'autant que la présence des amis français renforçait chacune de mes découvertes... Ces échanges ont transformé beaucoup de choses en moi et c'est à ce moment là que j'ai pris conscience qu'être d'origine maghrébine, c'est BIEN”.

Valoriser les cultures populaires dans leurs relations à la culture normée

Aller ailleurs pour raviver ses racines ou rencontrer et comprendre celles des autres ne recouvre cependant qu'une partie de la “démarche interculturelle”. C'est ici aussi dans les quartiers nord de Marseille comme dans d'autres quartiers populaires des métropoles européennes, qu'elle a un rôle déterminant à jouer.

Claude Lasnel cite sur ce plan les travaux de deux sociologues, **Antonio Pernotti** mettant l'accent sur “la cassure entre le savoir de l'école et les savoirs populaires, entre le système scolaire et les plus défavorisés”, et ceux de **François Dubet** montrant que “ce n'est pas



seulement l'échec scolaire mais surtout la distance culturelle et sociale qui engendre violence et révolte, car les jeunes se sentent incompris et méprisés”.

Tous les enfants, de familles immigrées comme non immigrées, ayant une “appartenance locale commune liée à leur quartier, ayant connu les conditions de vie, économiques, sociales et culturelles identiques rencontrent en effet les mêmes difficultés face à une école véhiculant des valeurs normées qui leur sont étrangères”. C'est “la rupture considérable entre le savoir de l'espace scolaire et les savoirs populaires” qui est ainsi dénotée.

Les propos du psychiatre **Robert Bestheler** sont cités en écho par Claude Lasnel : “Il n'y a pas d'identification personnelle possible sans identification culturelle. Le conflit d'appartenance – caractéristique de l'adolescence et auquel personne n'échappe – sera particulièrement difficile à résoudre pour des adolescents porteurs d'éléments culturels opposés venus à la fois de l'affect de la famille et de la société d'accueil. Et pourtant, il lui faudra construire un seul individu,

une identité culturelle avec ces éléments différents. La santé mentale, la réussite sont à ce prix.”

La démarche interculturelle propose ainsi une alternative permettant de mettre en relation les valeurs normées avec les cultures populaires, enfin valorisées, et tout particulièrement l'ensemble des éléments communs aux habitants partageant l'histoire et la vie d'un quartier, d'une ville, d'un espace identiques.

La reconnaissance de l'existence d'une telle communauté locale, d'un “nous sommes des enfants d'ici” ou “nous sommes tous des marseillais”, est par ailleurs propice à créer un climat de confiance devant favoriser l'expression et l'acceptation des différences respectives. Ces “marseillais” d'origine maghrébine, arménienne ou italienne peuvent ainsi progressivement accepter “les différences culturelles de l'autre”.

Echanges et décloisonnements institutionnels au cœur de la démarche interculturelle

Les échanges école et collège – quartier : aller vers un enrichissement réciproque par une démarche partenariale de co-responsabilité.

Il s'agit ainsi de créer une “rencontre positive entre tous les éléments culturels rencontrés par un individu pour se construire”. C'est de l'association étroite entre tous, établissements scolaires, familles, associations de proximité, travailleurs sociaux et amateurs, médecins, et bien entendu enfants et jeunes eux-mêmes, que naîtra et se développera cette rencontre : une méthode difficile car transversale est donc à promouvoir, celle de la co-responsabilité. L'enjeu est d'importance : il s'agit en particulier que “l'école s'ouvre à l'espace familial et social de l'enfant” dans le cadre “de formes nouvelles d'enseignement et de formation” associant les différents partenaires.

Facteur essentiel de pertinence de la démarche, la “socialisation” des productions réalisées dépendra de l'action réellement conjuguée de toutes les “personnes ressources” associées.

Valoriser les savoir-faire populaires de l'histoire méditerranéenne

Les applications de cette démarche dans le champ de l'éducation en montrent non seulement l'intérêt mais également la faisabilité. Évitant soigneusement toute approche folklorique simplificatrice ou susceptible de figer les cultures “autres” dans une image passéiste ou bloquée, les ateliers créés à partir de l'école relient au contraire le passé avec la dynamique de transformation contemporaine des pays d'émigration.

Ce sont les savoir-faire et savoir-être populaires caractérisant l'histoire méditerranéenne commune (savoirs techniques et technologiques, relations humaines traditionnelles ou récentes, valorisation du patrimoine) qui constituent le matériau de l'œuvre éducative commune élaborée.

“l'occasion d'élargir son champ de perception, de compréhension, d'accueil... de liberté”

C'est très en amont de leur mise en œuvre que la démarche trouve à s'exprimer pleinement. Les “vertus formatrices” des échanges touchent en effet très directement les partenaires “co-responsables” de leur conception et organisation, amenés à découvrir les approches culturelles et professionnelles spécifiques à leurs institutions, réseaux associatifs ou familiaux respectifs et bien entendu à chacun des pays concernés.

Les acquis capitalisés dans ce cadre sont tels qu'ils ont conduit à la création de modules de formation à l'éducation au développement permettant de “transcender l'hétérogénéité des publics, enseignants, éducateurs et autres partenaires”.

Quant aux échanges eux-mêmes, ils s'éloignent d'une approche qui ne serait que théorie ou simples voyages d'agrément, pour privilégier “un apport réciproque” conduisant à “dépasser les préjugés et porter un autre regard sur l'immigration d'origine méditerranéenne”.

Quelle réponse apporter quand l'identité est en friche ?

Un entretien avec Isam IFGHALLAL

Chargé de mission départemental à la vie associative au sein de la **Fédération Léo Lagrange** région PACA, ingénieur en économie sociale, directeur du Centre Social Monclar de 1990 à 1998

Une grande propriété de la périphérie immédiate d'Avignon, Monclar devenait dans les années soixante, un quartier moderne, doté d'appartements spacieux. Les familles d'ouvriers et employés qui l'occupèrent tout d'abord, portées par la dynamique des "trente glorieuses", ne s'y fixèrent qu'un temps, attirées ensuite par d'autres formes résidentielles.

Le quartier et ses appartements, progressivement libérés, devenaient alors outils de réorganisation urbaine tout en fournissant une réponse aux besoins de logements des années soixante-dix.

Ainsi, au fil des années, alors que la qualité du quartier s'altérait, les décisions de réaménagement urbain et d'affectation des logements conduisaient à une juxtaposition de communautés diverses. La première fut, en 1971-72, celle des gitans sédentaires, français depuis six siècles et installés de longue date dans le quartier de La Balance au centre d'Avignon ; elle fut suivie par les familles harkies, relogées à Monclar, puis par les travailleurs saisonniers immigrés, essentiellement originaires d'Afrique du Nord, appelés par l'activité agricole de Châteaurenard tout proche ; vinrent ensuite les réfugiés kurdes, laotiens, turcs, notamment.

Dans les années quatre-vingt-dix, c'était 15 communautés différentes, 5 600 habitants qui peuplaient Monclar

"Il y a Monclar – l'urgence, où le quotidien s'épuise dans des explosions de rage et la proximité de l'abîme, il y a Monclar – la promesse où s'ouvrent des perspectives inouïes."

Lorsque la direction du centre social Monclar est confiée à Isam Ifghallal en 1990, le constat "d'une rupture radicale des liens entre la cité et l'extérieur", est fait : "un ghetto avait été fabriqué de manière volontariste". Le moteur de cette situation est celui d'un "triple sentiment d'enfermement - dans l'espace (captivité spatiale dans les parcs HLM), dans le temps (fermeture de l'avenir et échec de la mobilité sociale espérée par les enfants), et dans une identité ethnique (stigmatisation raciale du quartier), alors que les jeunes gens aspirent à la modernité du statut de personne".

La situation a évolué de telle sorte qu'on ne fait plus le choix de venir à Monclar, et a fortiori d'y rester : dès que leurs moyens le leur permettent, les familles qui pourraient contribuer à recréer et maintenir le lien détruit quittent la "cité".

A l'intérieur du quartier, les communautés co-habitent alors sans échanger autrement que par le conflit, les liens communautaires et familiaux indéniablement forts renforçant la rupture avec la société extérieure au lieu de la compenser. La "débouille" s'est progressivement instaurée comme mode de vie commun, l'école primaire, le collège étant les deux seuls "lieux symboliques de la République" présents à Monclar.

Le désir de l'échange, l'art d'agir en commun : chemins de l'identité

Ce constat conduit en 1991 Isam Ifghallal et les institutions¹ ayant décidé de s'associer au renforcement de l'équipement à privilégier "un axe traversant toutes les activités, groupes d'âge et de sexe. C'est l'échange avec les autres, invités ou rencontrés de l'extérieur" qui sera le dénominateur commun de toutes les actions mises en œuvre.

En 1994, le centre social est placé au cœur du projet de quartier. L'objectif de lutte contre l'exclusion et la pauvreté doit passer par l'accès à la citoyenneté, "attribut de chaque personne et non d'une communauté". Il s'agit de développer "un art d'agir en commun" conçu pour associer tous les acteurs concernés, habitants, équipe du centre social et institutions, dans une démarche conjointe où la conception et la réalisation des projets résultent de leur formulation et de leur négociation, d'une implication des habitants.

Entre autre action remarquable, la communauté gitane fut impliquée dans la réhabilitation des préfabriqués dans lesquels elle était logée depuis les années quatre-vingt.

Faire ensemble, faire référence à des valeurs structurantes communes

Vingt huit ans d'expérience de la vie associative permirent à Isam Ifghallal de mettre en œuvre à Monclar des approches et méthodes issues d'univers en apparence éloignés, tous mus cependant par la volonté, voire la nécessité de faire ensemble.

Du monde du sport, et tout particulièrement du football, il savait l'importance de "prendre les gens tels qu'ils sont, de leur donner une place, de leur laisser un espace", donnant toute sa valeur au mot intégrer. Les communautés constituées pour un temps y sont en effet confrontées à la nécessité d'intégrer l'autre, avec ses différences et ses spécificités, pour que le groupe mette en œuvre la cohérence et le dynamisme nécessaires au résultat. "Il fallait sortir de la victimisation qui enfermait les habitants du quartier, cesser d'être toujours contre".

Des coutumes africaines plaçant l'échange et la discussion, puis la parole et l'arbitrage de sages au cœur des décisions, il tira l'idée de constituer un "conseil des sages" où était représentée chacune des communautés du quartier. Ces "veillers" établissaient une relation de confiance permettant notamment "à ce qui est dit d'être respecté". 150 à 200 personnes participèrent ainsi durant trois ans au "collectif des habitants" qui prit notamment en charge les questions concernant les relations entre habitants, voisins, ou encore la propriété du quartier.

Un fil rouge : l'implication des habitants, la mutualisation des savoir-faire

Sur ces bases, des groupes se sont ainsi progressivement constitués autour d'activités de sport, de culture et de savoir. L'implication des adultes dans la gestion même des équipements est devenue une réalité, certains devenant membres du conseil d'administration du

Un équipement
au cœur
du quartier
Monclar :
construire une
stratégie de
la citoyenneté



© M. Lagrange

1. Les partenaires :
Ville d'Avignon, SPI-DSU
(site pilote d'intégration),
CAF FAS,
Conseil Général.

Centre Social qui compte jusqu'à 1 500 adhérents. C'est en faisant appel à des valeurs structurantes communes que certains aspects particulièrement difficiles de la situation des habitants purent être abordés tels que la lutte contre l'état de dénutrition des plus jeunes, la restauration de l'autorité paternelle, les religions, la propriété, etc.

Instaurer une collaboration constante entre habitants, professionnels, particuliers

Les compétences et la volonté de faire d'habitants du quartier "plus assis socialement", le soutien actif de représentants institutionnels, de professionnels en charge de la gestion des logements ou de l'action sociale² "allant tous au-delà de la stricte commande publique" contribua fortement à la réussite de certaines initiatives.

Tel fut en particulier le cas du préfet Darbigny ou de Régis Soulé,

médecin et militant, qui présida l'association du centre social durant douze ans.

La rencontre **Du voyage à la ville**, organisée par l'association des gitans et voyageurs d'Avignon rassembla en juin 2000, plus de 250 Tsiganes d'Avignon et d'ailleurs, grâce à une préparation respectueuse des points de vue de chacun, associant étroitement institutionnels et représentants associatifs.

L'organisation de cette rencontre répondait à une préoccupation ancienne : "faire comprendre à la population avignonnaise en général comme aux responsables politiques administratifs et politiques du département, la dure réalité des conditions de vie de ces populations". Elle offrit aux tsiganes une occasion qui ne leur est jamais donnée "d'exposer simplement, avec des mots à eux, leurs points de vue, d'exprimer leurs attentes et leurs peines".

Une question restant ouverte : comment inscrire le lien créé dans la durée ?

La qualité des actions menées durant ces huit années est le résultat d'un processus très exigeant basé sur la nécessité "d'anticiper en permanence" et repose sur "un travail de tous les jours".

Comment faire alors "pour que le collectif créé reste sans fin", que ce qui "a été tissé avec des fils de toutes les couleurs" subsiste et ne se délite pas en l'absence de quelqu'un qui "veille, et s'estime garant de ce lien".

Deux questions sont alors ouvertes concernant, au-delà de Monclar, toutes les situations similaires que connaissent d'autres "quartiers" :

qu'inventer de plus pour que la citoyenneté gagnée pour un temps sur les difficultés reste acquise et se transmette au-delà de la présence de médiateurs publics ?

que le formaton mette en œuvre pour que les médiateurs dépassent une instrumentation trop fréquente des équipements et actions dont ils ont la charge et relativisent leur fonction d'un moment face aux enjeux humains qu'ils rencontrent ?



L'U.C.M., univers-cité de la Méditerranée

“Une aventure humaine, un espace pour mettre en lumière l'expression de besoins communs des deux rives de la Méditerranée”

Convaincu de la pertinence des rapprochements et échanges entre les individus et les cultures, en particulier du pourtour méditerranéen pour "construire une citoyenneté active", Isam Fghalal préside aujourd'hui l'Univers-cité de la Méditerranée.

Cette association est le fruit d'une longue réflexion, nourrie par de nombreuses actions de terrain consacrées à la place des jeunes dans leurs rapports sociaux et culturels entre les deux rives.

Ses administrateurs prennent tous appui sur une grande expérience associative et un engagement militant et professionnel leur permettant de mettre en œuvre un projet ambitieux et riche, décliné en trois volets :

Un volet social, culturel et humain, pour développer les ressources humaines, favoriser la compréhension entre les cultures et les échanges entre les deux rives : "la rencontre pour comprendre sa vie en devenir, entre le dedans et le dehors de soi, entre soi et l'autre, entre son passé, son présent, entre son passé et son avenir, entre une langue maternelle et une langue d'affiliation, entre les aires culturelles d'où l'on vient et les nouvelles cultures auxquelles on a besoin d'accéder ou encore les aires

culturelles de l'enfance, de l'adolescence et de l'âge adulte".

Un volet économique : l'activité économique entre les deux rives peut être "dopée" par l'introduction de critères socio-écologiques impliquant tout particulièrement les jeunes. Parmi les champs d'action : la collecte et le traitement des déchets, l'entretien et la mise en valeur des espaces naturels ou de zones protégées, le développement de services et d'emplois de proximité dans les quartiers en difficulté.

Un volet développement social et lutte contre les inégalités : Le développement durable est indissociable de la lutte contre les inégalités et les exclusions. Les valeurs animant le mouvement associatif des deux rives peuvent être les moteurs de création "d'espaces de citoyenneté active conduisant à de nouvelles formes de lutte contre l'exclusion".

Les domaines privilégiés : le lien social et la solidarité, la formation des personnes, la recherche de développement des espaces publics de démocratie et de citoyenneté active, l'information, la communication et les nouvelles technologies, la réponse aux besoins émergents non satisfaits, le développement des coopérations européennes et méditerranéennes.

L'association Nuits Méfis

Onze ans de créations, de rencontres artistiques
et humaines entre l'Europe, l'Afrique
et la Méditerranée, un festival annuel en point d'orgue

Tisser des liens fidèles et constructifs entre le Nord et le Sud / le Sud et le Nord

En 2003, le Festival Nuits Méfis fête avec 7 000 spectateurs son dixième anniversaire à Beni Abbès, au cœur du Sahara algérien, sachant tout particulièrement les artistes algériens avec qui l'équipe du festival a créé un partenariat sans cesse conforté depuis 1991.

C'est ce lieu qui vit naître un "projet artistique" conçu pour que les créations s'enrichissent des échanges entre les artistes autant que des rencontres avec les publics des pays et des villes d'accueil.

En dix ans, "des liens fidèles et constructifs" ont ainsi été tissés avec plus de deux cent cinquante artistes venant d'Algérie, du Bénin, de Côte d'Ivoire, d'Égypte, d'Espagne, de France, de Guinée, du Maroc, de Turquie, "chaque création étant l'occasion de confrontations humaines et de recherche de dialogues artistiques".

Construire des collaborations sur le long terme

Le temps du festival lui-même est cependant la "partie visible" d'un travail que l'association Nuits Méfis souhaite inscrire dans la durée, fait de collaborations et d'échanges progressivement construits et pérennes avec d'autres associations. Cette volonté s'est tout particulièrement concrétisée en Algérie et en Guinée.

L'approche ainsi menée sur le long terme a conduit les associations partenaires à s'intéresser ensemble, au-delà du temps fort du festival ou de représentations ponctuelles, au cadre dans lequel la création des artistes peut s'épanouir et s'exprimer tout au long de l'année. Deux lieux dédiés à la création, la résidence et l'accueil d'ateliers ont ainsi vu le jour grâce à ce travail mené en commun : à Conakry avec Arc en Ciel, Kora Folla et Guinée Wogai, c'est le Centre Culturel Waliki, à Beni Abbès, en plein désert c'est la Résidence d'artistes Hadj Benrahou qui a pu être réhabilitée pour devenir lieu de résidence, de répétition et siège de l'association partenaire El Hillal La Saoura.

La participation des habitants au festival : "les gens gardent tous une trace au fond d'eux-mêmes"

L'association Nuits Méfis s'attache au principe d'enrichir les rencontres du festival en associant les habitants des villes d'accueil à plusieurs créations. Confirmée d'année en année, cette approche concrétise l'idée que la culture est un vecteur de développement à part entière. Les "traces" vivantes laissées par la participation active des individus comme des groupes aux créations théâtrales, musicales, vidéos, aux rencontres et échanges, sont autant d'éclairages nouveaux, de désirs de créer et d'inventer autrement et dans d'autres contextes.

Le partenariat Nuits Méfis – ASF : créer des passerelles entre la culture et le travail social

Partageant ce point de vue, et souhaitant renforcer leur travail respectif, l'association Nuits Méfis et ASF Animateurs sociaux urbains Sans Frontières ont décidé de développer un partenariat inédit entre deux univers de fait très cloisonnés, la culture et le travail social. L'expérience de Nuits Méfis dans le domaine culturel, le réseau et les points d'appui partenariaux

que l'association a su constituer s'associent ainsi à la capacité d'ASF¹ à constituer et former un groupe de jeunes ou d'adultes souhaitant se professionnaliser, à mettre en œuvre une animation locale au plan international, puis de retour en France, à valoriser les personnes et les projets, à les inscrire dans quelque chose de concret et de reconnu.

Dans ce cadre, six animateurs-volontaires d'ASF, formés à la Gavotte Peyret (Septèmes-Les-Vallons) seront cette année partie prenante de l'atelier-création lié aux arts de la rue, mis en scène par les Compagnies Jo Bthume d'Angers et Arc en Ciel de Conakry qui se déroulera successivement en Guinée avec les "Marmofêt'arts", carnaval de rue, puis en France, avec des habitants de la cité l'Abeille à La Ciotat.

La première déclinaison de l'atelier a été mise en œuvre dès ce mois d'avril pour la troisième édition des "Marmofêt'arts". Déjà partenaires du centre culturel alternatif Wakili Guinée, avec l'association Kora Folla, les animateurs d'ASF accompagneront la réalisation du festival en empruntant deux voies très complémentaires, devant contribuer à ancrer une telle initiative dans la durée :

celle de l'animation d'ateliers de création pour les enfants, théâtre de rue, arts plastiques, danse africaine, celle de la formation d'animateurs de maisons de jeunes, engagée à la demande de l'Association Française pour les Volontaires du Progrès (AFVP), qui privilégiera deux domaines d'intervention : l'aide à la création d'outils d'animation et de gestion quotidiens d'une part, la co-réalisation avec les animateurs guinéens d'ateliers de création devant favoriser la rencontre entre les enfants et les artistes d'autre part. De retour en France, les animateurs d'ASF seront présents, aux côtés des deux compagnies et d'un groupe d'habitants de la cité l'Abeille pour animer les ateliers de rue.



© T. NGUELE

B. Cissoko El Hillal

"En occident,
tout est basé
sur la verticalité
des harmonies.
En Afrique,
c'est
l'horizontalité
qui nous
intéresse...
On n'a jamais
vu un monde
simplement
debout ou
couché : c'est
la fusion des
deux qui fait
l'univers".
Ray Léma,
musicien

1. cf. article p.8

► Le programme
des Nuits Méfis
2004

ASF, animateurs sociaux urbains Sans Frontières

Solidarité internationale, coopération européenne :
une voie pour l'insertion des jeunes de milieu populaire

C'est pourtant à cet objectif que l'association ASF consacre son action depuis que Hocine Bensaid, directeur du centre social de Septèmes-les-Vallons et Jean-Michel Florès formateur à l'IRFAS (Loire) décidèrent de sa création en 1996. L'étude Les jeunes, la vie locale et l'action internationale réalisée en 2002 confirme, s'il en était besoin, l'intérêt et la pertinence de cette approche.

En développement constant, les actions européennes et internationales mises en œuvre par l'association présidée aujourd'hui par Djeloul Ouaret associent des centres sociaux ou associations de quartier français à des structures de pays d'Afrique du Ouest, des rives de la Méditerranée, "des Amériques" (Brésil et Canada). Toutes ces actions "impliquent fortement des jeunes sans emploi, sans qualification, sans perspectives claires de sortir de leur galère", des groupes de personnes de 13 à 35 ans réalisant "une production commune".

L'action de solidarité internationale considérée comme "une étape déterminante dans un parcours d'insertion, de socialisation", est cependant conçue par les animateurs d'ASF comme une démarche globale engagée très en amont du départ puis poursuivie et confortée au retour : "concevoir, préparer, réaliser, rendre compte, prolonger un chantier en Afrique ou tout autre type d'action de solidarité internationale conduit à modifier profondément les perceptions et les comportements".

cessus de socialisation avec le groupe comme avec les habitants du pays d'accueil, ils sont ainsi progressivement conduits à concevoir un projet professionnel : "d'exclus, les jeunes deviennent des personnes reconnues, passant d'un statut d'assistés à celui d'acteurs". Le contact étroit avec d'autres modèles de société, avec des contextes fondamentalement différents de leur univers familiaux ouvre une alternative à la société marchande et à ses modes de vie, amène à adopter de nouveaux points de vue sur les droits de l'homme, la démocratie, le travail ou encore la guerre¹.

La création d'un environnement propice au développement des populations et lieux associés

Toujours placé au centre des préoccupations, l'objectif d'insertion des jeunes est servi non seulement par chacun des projets mis en œuvre, mais également par le contexte résultant de la dynamique créée : au plan local, ce sont les partenariats entre structures associées, c'est la "synergie" entre les jeunes habitants des quartiers et villes concernés. Au plan international, les grands enjeux que sont le "maillage et la coopération entre sociétés civiles du Nord et du Sud", ou la "citoyenneté réinventée, plus en phase avec la demande des jeunes" deviennent une réalité palpable par la voie de réalisations concrètes menées en étroite relations avec les populations villageoises de pays du Sud.

2004 : conforter et développer l'action d'ASF

En complément de ses projets internationaux, ASF met en œuvre des actions destinées à conforter son action : formation de jeunes, animation du réseau, élargissement du partenariat et renforcement de la communication.

Les échanges internationaux se déclinent en trois volets : Un volet "Solidarité internationale" avec l'Afrique, la Méditerranée, les Balkans concrétisé par des actions avec le Mali, le Maroc, l'Algérie ou encore la Bosnie-Herzégovine, un volet "Coopération européenne", avec des échanges et formations mis en œuvre avec l'Allemagne, la Lituanie, les Bouches-du-Rhône et plusieurs partenaires européens associés pour la création d'un spectacle. Les "Jeunes Volontaires Solidarité Internationale" participent quant à eux à la création du carnaval d'enfants de Conakry au Mali (cf. p.7), à l'organisation d'un centre d'été à Beyrouth, au Liban, ou à la construction d'une salle de classe à Cuba.

Conséquence de la démarche entreprise et de la reconnaissance de l'expertise construite par ASF en huit ans d'activité, une demande accrue de formation de relais et de professionnels émane de sites partenaires de plus en plus sensibles à l'intérêt de méthodes d'animation et de travail social basées sur l'échange et la prise en compte réelle de l'apport de chacun.

"Lier l'insertion des jeunes de milieu populaire et l'action internationale peut apparaître au premier abord comme une démarche hasardeuse tant les rigueurs de l'action internationale peuvent sembler éloignées des potentialités d'un public en situation d'échec et d'exclusion".

Bibliographie

A lire : "Les jeunes, la vie locale et l'action internationale" Coll. Réflexions : Ouverture internationale et politiques locales : les pratiques Jeunesse Michaël Groshans, Angelica Trindade, Citées Unies édit., avril 2003

Une démarche fondée sur des valeurs communes : partage, échange, coopération, solidarité

C'est en particulier dans le rapport Schwartz sur l'insertion professionnelle des jeunes, Moderniser sans exclusion rédigé en 1982, que cette démarche trouve ses sources : l'intérêt de permettre "aux jeunes de participer à des formes nouvelles de coopération avec le Tiers-monde" y était fortement souligné, "de telles expériences étant le plus souvent d'une extrême richesse sociale, éducative et culturelle : en les faisant réfléchir sur leurs modes de vie, elles peuvent déclencher des changements d'attitude qu'aucune autre formation ne pourra jamais développer".

Retrouver son rôle social en réalisant une action utile et fortement valorisée

Le don, la solidarité, l'accueil, l'ouverture, l'apprentissage de l'autonomie, la responsabilité, valeurs "oubliées ou qui leur sont refusées" sont ainsi proposées à un "apprentissage concret", source "d'un plaisir, d'un savoir, d'une sagesse et parfois d'un sens à la vie".

Mis en situation de responsabilité, les jeunes ont la preuve concrète de leur capacité à être utiles ; engagés dans un pro-

1 : cf. l'exemple du projet mis en œuvre avec les Nuits Métis (article p.7)

Thème central du prochain numéro :

- Lutte contre les discriminations, l'homophobie
- Dimensions inter-culturelles et travail social



INSTITUT MÉDITERRANÉEN
DE FORMATION ET RECHERCHE
EN TRAVAIL SOCIAL.

Lettre d'Information bimestrielle de l'IMF
Directeur de la publication : François Lapena
Conception, coordination, rédaction : Martine Lagrange Consultant
Conception graphique et mise en pages : Géraldine Fohr
Documentation : Karine Beauquier

Administration : Michèle Kopitin, Marie Galtier
Dépôt légal janvier 2001
ISSN : 1629-3509
IMF - 16, rue Ferdinand Rey, B.BP 54
13244 Marseille Cedex 1
Tél : 04 91 24 61 10
Fax : 04 91 47 52 15
Site internet : <http://www.imf.asso.fr>